

Un ouvrage collectif fait le point sur le rôle de la Suisse dans l’essor du néolibéralisme

LA SUISSE NÉOLIBÉRALE

PROPOS RECUEILLIS PAR
SOPHIE DUPONT

Histoire ► Grâce à des sources inédites, des chercheur·euses lèvent le voile sur la manière dont la Suisse est devenue un terrain favorable au développement du néolibéralisme. Dans le recueil collectif *La Suisse, espace privilégié du néolibéralisme*, onze contributions font le point sur les différentes formes que prennent cet essor et sur ses retombées internationales. Le point avec Hadrien Buclin, coordinateur de l’ouvrage et chargé de recherche en histoire contemporaine à l’université de Lausanne.

Le livre met en lumière le rôle de la Suisse dans le néolibéralisme, surtout dès les années 1970.

Pourquoi cette période?
Hadrien Buclin: Il est notoire que la Suisse est une terre d’accueil pour les théoriciens néolibéraux dès les années 1930. L’une de nos contributions montre la différence d’acceptation entre les intellectuels de gauche, de l’Ecole de Francfort, et les penseurs néolibéraux. Les premiers, qui ont également fui le nazisme, font face à une hostilité à leur arrivée en Suisse. Ils n’obtiennent ni titre de séjour durable ni postes dans les universités, contrairement aux seconds qui sont accueillis à bras ouverts.

L’accueil des néolibéraux se poursuit dans l’après-guerre avec la création de la Société du Mont-Pèlerin, en 1947, réseau de figures intellectuelles du néolibéralisme, comme l’Allemand Wilhelm Röpke ou l’économiste britannique d’origine autrichienne Friedrich von Hayek. Ces penseurs sont bien reçus en Suisse, qui reste un modèle libéral-conservateur par rapport aux pays voisins.

Mais quel rôle jouent ces réseaux néolibéraux implantés de longue date en Suisse durant la période d’essor proprement dit des politiques néolibérales à partir des années 1970? C’est une question à laquelle cherche à répondre l’ouvrage, cette période étant encore peu étudiée. Nous montrons en particulier que ces réseaux y restent très denses et mobilisés.

Qui profite de la présence des intellectuels néolibéraux?
Les milieux bancaires sont notamment très intéressés par



La création du WEF en 1971, financé par des multinationales, s’inscrit dans l’essor du néolibéralisme suisse. KEYSTONE

les théories de Friedrich von Hayek, qui prône une politique monétaire dépolitisée, régie par les lois du marché. Le directeur de l’Union suisse du commerce et de l’industrie – aujourd’hui Economisuisse –, Gerhard Winterberger, s’engage à relayer ces idées dans la sphère publique, auprès du Parti radical notamment. Ces théories infusent parmi les responsables politiques, également via la *Neue Zürcher Zeitung*. Pour l’anecdote, le rédacteur en chef offrait à ses journalistes les œuvres de Wilhelm Röpke. Le Parti radical, en 1979, adopte comme slogan «moins d’Etat, plus de liberté», typique du néolibéralisme. La droite suisse n’est donc pas vraiment en retard sur Margaret Thatcher ou Ronald Reagan.

Le néolibéralisme est pourtant souvent associé à des origines anglo-saxonnes...

Le foyer anglo-saxon est bien connu, mais cet ouvrage montre qu’il en existe d’autres, notamment en Suisse. Thatcher admirait le modèle libéral-conservateur helvétique, qui s’est maintenu après-guerre. Elle avait notamment des liens réguliers avec un ancien directeur de la Banque nationale suisse, Fritz Leutwiler, personnage phare du néolibéralisme suisse.

Quelle influence ces réseaux néolibéraux implantés en Suisse ont-ils au niveau international?

Le patronat suisse organise des événements internationaux, dont les conférences d’Interlaken, pour résister à la domi-

nation keynésienne et pro-Etat social dans l’Europe d’après-guerre. Les écoles de commerce jouent également un rôle, A Lausanne, l’International Institute for Management Development (IMD), fondée à l’initiative de Nestlé notamment, produit un classement des pays selon des critères néolibéraux (*le classement mondial de la compétitivité, toujours en vigueur aujourd’hui, ndlr*). Plus les dépenses sociales d’un pays sont faibles par rapport à son PIB, mieux il sera classé. A contrario, l’existence d’un salaire minimum lui fera perdre des points. Ces classements ont un retentissement médiatique et sont typiquement un moyen de mettre la pression sur les Etats pour qu’ils instaurent des mesures de libéralisation. La création du Forum

économique mondial de Davos (WEF), financé par des multinationales, s’inscrit aussi dans cet essor du néolibéralisme. A la tête des écoles de commerce, de l’organisation du WEF, on retrouve les mêmes personnes que dans les conseils d’administration des multinationales et des grandes banques. Tout est enchevêtré.

Des acteurs helvétiques sont aussi très influents dans des instances internationales qui imposent des réformes néolibérales aux pays du Sud. Acteurs diplomatiques et financiers travaillent main dans la main, pour que des mesures d’ajustement structurel y soient mises en œuvre.

Ces acteurs participent aussi à forger la politique suisse...

Un des éléments qui sert de catalyseur, c’est la publication du *Programme pour un ordre plus libéral en Suisse*, en 1991, surnommé «livre blanc». Celui-ci plaide pour un allègement de la fiscalité des entreprises, la libéralisation des régies fédérales et du marché agricole ou encore des restrictions dans les assurances sociales et des règles de limitation des dépenses publiques, qui vont donner naissance au frein à l’endettement. De fait, ce programme sera largement mis en œuvre dans les années qui suivent, par une succession rapide de réformes. Derrière ce livre, on retrouve des dirigeants de Nestlé, d’ABB, d’UBS, un journaliste de la NZZ et des enseignants de Saint-Gall, autre grande école de commerce accueillant des penseurs néolibéraux. Il est financé par la fondation Schmidheiny, grande famille industrielle de l’époque.



«En 1979, la droite suisse n’est pas vraiment en retard sur Margaret Thatcher ou Ronald Reagan»

Hadrien Buclin

Les années 1990 donnent donc lieu à un réel tournant néolibéral en Suisse, même s’il prend des formes moins spectaculaires que dans d’autres pays comme au Royaume-Uni où Thatcher mène un bras de fer avec le mouvement syndical, très fort dans l’après-guerre. I

La Suisse, espace privilégié du néolibéralisme, Itinera vol. 55, édité par Hadrien Buclin, Schwabe Verlag, 2026. Disponible également en accès libre.

«UN MOUVEMENT PORTÉ PAR LES MULTINATIONALES»

En Suisse, le système politique suisse change-t-il la manière dont le néolibéralisme s’implante?

D’un côté, la démocratie semi-directe joue un rôle d’amortisseur. Il n’y a pas de mouvements sociaux aussi importants qu’en France ou en Italie, qui ont amené au milieu des années 1990 les gouvernements à reculer sur certaines réformes d’inspiration néolibérale. Mais elle permet aussi à la gauche et aux syndicats de lancer des référendums qui freinent certaines réformes. Des victoires ont été remportées contre la flexibilisation de la loi sur le travail dans les années 1990 ou encore la libéralisation du marché de l’électricité, en partie mise en échec en 2002.

Les mouvements néolibéraux sont confrontés à certaines contradictions internes. Lesquelles?

Au niveau économique, il existe notamment une tension entre des secteurs tournés vers les marchés internationaux – représentés par les multinationales et les grandes banques – et un petit patronat, à l’instar du secteur de la construction, qui réclame un soutien de l’Etat pour relancer ses activités. Mais le mouvement néolibéral est avant tout porté par les grandes entreprises internationalisées, qui ont de plus en plus de poids au sein de ce qui deviendra la grande organisation patronale Economiesuisse.

«En Suisse, le néolibéralisme montre une forte résilience»

Hadrien Buclin

En quoi ce regard en arrière nous est-il utile aujourd’hui?

Il existe actuellement un débat pour savoir si nous nous situons encore dans cette période néolibérale ouverte dans les années 1980. Aux Etats-Unis, on constate un retour au protectionnisme et une forme de souverainisme autoritaire qui s’éloigne du néolibéralisme. En Suisse par contre, le néolibéralisme montre une forte résilience, malgré des accrocs de plus en plus marqués après la crise de 2008 et le sauvetage en catastrophe d’UBS. Mais le Conseil fédéral continue à multiplier les accords de libre-échange, il n’est pas du tout sur la ligne souverainiste de Trump.

La Suisse n’est certes pas épargnée par des dérives autoritaires, qui peuvent faire craindre une évolution à la Trump, dans les restrictions au droit de manifester par exemple. Mais le néolibéralisme lui aussi a toujours montré une ambivalence face à la démocratie. Celle-ci est considérée comme utile pour éviter l’explosion sociale mais ne doit pas non plus être une entrave au marché. On pourrait parler en revanche d’une forme de radicalisation néolibérale, avec des grandes entreprises de moins en moins prêtes à accepter un contrôle démocratique même minimal. Un exemple criant étant UBS, qui met une pression maximale contre la régulation de ses fonds propres. PROPOS RECUEILLIS PAR SDT